

Le cas de la Nouvelle Scène

Stefan Psenak

Number 95, January 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/41954ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Psenak, S. (1998). Le cas de la Nouvelle Scène. *Liaison*, (95), 5–5.

Le cas

de la Nouvelle Scène

Pendant qu'on célébrait l'ouverture du nouveau Théâtre du Nouvel-Ontario, à Sudbury, bâti au coût modeste de 1,7 millions \$, le projet La Nouvelle Scène, à Ottawa, qui regroupe quatre compagnies de théâtre professionnelles francophones de la capitale autour de la rénovation de l'ancien Atelier du CNA (333, avenue King Edward), frappait un nœud. En effet, le conseil municipal de la Capitale nationale a décidé, à la veille des élections, de reporter la décision à son prochain exercice financier (ce mois-ci). Le nouveau maire, Jim Watson, fervent opposant du projet, promet de faire la vie dure à l'équipe de la Nouvelle Scène et de ne pas leur accorder la subvention de 250 000 \$ qu'ils demandent. Le problème, soutient Watson, c'est que la ville n'a pas les moyens d'appuyer de nouveaux projets d'infrastructures qui ne lui appartiennent pas. Et si la subvention n'est pas accordée par la ville, cela risque de défavoriser le projet à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton (MROC), à qui la Nouvelle Scène demande aussi 250 000\$. Pendant ce temps-là, le projet est retardé, Ottawa-Hull se targue d'avoir obtenu les Jeux de la francophonie de 2001 (qui ne manqueront pas de susciter des retombées économiques alléchantes pour le monde des affaires et même la municipalité) et Watson — qui se défend bien d'être francophobe — a reçu l'aval d'un grand nombre de citoyens qui l'ont conforté dans sa position.

L'historique financier de ce beau projet de 2,4 millions \$ (modeste, lui aussi, admettons-le) est complexe. Rappelons que le ministère du Patrimoine a versé un million \$ en subvention, dont 500 000 \$ ont été affectés à l'achat de l'Atelier et à la phase de pré-construction. Ajoutons à cela les 500 000 \$ demandés à la Ville d'Ottawa et à la MROC et les 400 000 \$ visés par la campagne de financement brillamment intitulée Bâtir un théâtre pièce par pièce (les artistes sont au moins capables de trouver des slogans significatifs, ne trouvez-vous pas, mon cher Watson ?) et nous arrivons à la rondelette somme de 1,9 millions \$. Rassurez-vous, je ne me suis pas trompé. Il manquera encore, grosso modo, un demi-million.

Le financement d'un tel projet n'est pas une mince affaire. Mais le problème ne vient pas de la communauté ou des artistes eux-mêmes, le problème naît, à la source, d'un manque de volonté politique. À Montréal, on a rénové,

depuis cinq ans, plusieurs théâtres dont le Théâtre du Nouveau-Monde, qui a coûté, à lui seul et au bas mot, 10 millions \$ (principalement de sources gouvernementales), soit plus du double des projets de Sudbury et d'Ottawa réunis. Mais en Ontario, c'est une autre histoire. Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, la province refuse même de recevoir les demandes pour de tels projets. La direction des villes et des municipalités régionales, quant à elles, victimes du pelletage de responsabilités du gouvernement Harris (c'est du moins ce qu'elles soutiennent), ne peuvent y donner suite de façon adéquate et satisfaisante. Et le gouvernement fédéral, par le biais du ministère du Patrimoine, donne des miettes en se pétant les bretelles et en se disant que les autres paliers de gouvernements devraient faire leur part et que les projets soumis doivent être capables de démontrer qu'ils ont l'appui de la communauté (l'appui financier, bien sûr, puisque vingt-cinq ans de relations entre le public et le monde du théâtre, ça ne compte pas). Ce que les fonctionnaires fédéraux ne semblent pas vouloir comprendre, malgré la position on ne peut plus claire du commissaire aux langues officielles sur la question, c'est qu'ils devront désormais (pour un certain temps, à tout le moins), en vertu des articles 41 et 42 de cette fameuse loi sur les langues officielles, porter seuls les responsabilités de la survie du français en milieu minoritaire.

Qu'advient-il du rêve de la Nouvelle Scène ? Je ne sais pas. Mais il serait désastreux de ne pas soutenir ce projet qui se dessine à un moment charnière de l'histoire du théâtre en Ontario français. Avec le centre de Sudbury, celui d'Ottawa s'inscrirait d'emblée dans un réseau de tournée Québec-Ontario et permettrait donc un meilleur rayonnement des œuvres théâtrales créées chez nous. En attendant la suite des choses, espérons que les élus (municipaux, provinciaux et fédéraux), qui se font du capital politique avec la venue des Jeux de la francophonie, appuieront les revendications légitimes de la Nouvelle Scène. Sinon, une ombre pèsera sur le ciel de la région, en 2001, et l'on pourra penser alors à la déportation des sans-abri qui s'est opérée dans la capitale de Madagascar quelques jours avant le début des Jeux de 1997, question de donner une image respectable au reste du monde...

Stefan Psenak